

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
19 rue de Ciron
Bâtiment A
81013 Albi Cedex

Albi, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA BRIANE Jean

Chemin du Pré de Bouques
12170 Lédergues

Références : -
Code AIOT : 0006803568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SA BRIANE Jean implanté Chemin du Pré de Bouques 12170 Lédergues. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée suite à la mise en demeure notifiée à l'exploitant par l'arrêté préfectoral du 9 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA BRIANE Jean
- Chemin du Pré de Bouques 12170 Lédergues
- Code AIOT : 0006803568

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BRIANE est implantée lieu-dit Cabrol à Lédergues depuis mai 1966.

Elle est autorisée par les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaire suivants :

- n°2006-165-11 du juin 2006, n°2006-317-6 du 13 novembre 2006 : dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU),
- n°2010-351-06 du 17 décembre 2010 : installations de transit, regroupement et tri de filtres à hydrocarbures usagés, de transit de batteries usagées, de transit de déchets électriques et électroniques ainsi qu'un stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de VHU,
- n°2013-010-011 du 10 janvier 2013 : renouvellement d'agrément pour son installation de dépollution et démontage de VHU,
- **n°2014-297-0009 du 24 octobre 2014** : tri, transit et regroupement de métaux ferreux et non ferreux, DEEE, dépollution et démontage de VHU, traitement de déchets dangereux.

Suite à la déclaration dématérialisée du 30 novembre 2017, la Sté BRIANE est autorisée à exercer l'activité de broyage de déchets non dangereux.

La société BRIANE Jean fait partie depuis 2025 du groupe FABRE Environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage de VHU	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.5.1	Sans objet
3	Stockage de batteries	AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.2.3 & 8.2.4	Sans objet
4	Produits de traitement	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 2.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	préventif		
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.2.3	Sans objet
6	Entretien des équipements	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
7	Entreposage des pneus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet
8	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/04/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est plutôt bien organisé et bien exploité bien qu'une non-conformité pour dépassement de 7% de la quantité de filtres à hydrocarbures soit relevée: 32 tonnes pour 30 tonnes autorisées.

Le bassin de rétention des eaux souillées a été construit: l'Inspection propose à madame la préfète de l'Aveyron un arrêté d'abrogation de l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Activités exercées
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE. <u>Rubrique n°2718-1 - Autorisation</u> Installation de transit , regroupement ou tri de déchets dangereux [...] <ul style="list-style-type: none"> - Filtres à hydrocarbures : 30 tonnes - Batteries usagées : 50 tonnes <u>Rubrique n°2790 - Autorisation</u> Installation de traitement de déchets contenant des substances dangereuses [...] <u>Rubrique n°2712-1 - Enregistrement</u> Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicule hors d'usage [...] <ul style="list-style-type: none"> - Surface : 500m²
Constats : D'après l'état des stocks communiqués verbalement par l'exploitant, sont présents sur le site lors de l'inspection : <u>Rubrique 2718</u> <ul style="list-style-type: none"> - 21 écobox de batteries usagées pour un tonnage de 23 tonnes, - 3 bennes de filtres à huiles équivalant à 32 tonnes de déchets.

<p><u>Rubrique 2712</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a sur site aucun VHU en attente de dépollution. - Une dizaine de carcasse de VHU dépollués et compressés est stockée sur le site. <p>32 tonnes de déchets de filtres à hydrocarbures stockés dans 3 bennes étanches sont présents sur site lors de l'inspection..ce qui est non-conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant dispose d'un délai d'une semaine pour faire évacuer l'excédent de déchets dangereux stockés sur son site. Il fournit à l'Inspection l'ensemble des BSD Trackdéchets des déchets dangereux évacués.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 2 : Stockage de VHU

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout véhicule automobile hors d'usage entrant sur le site doit être dépollué dans un délai maximal de six mois après sa réception.</p> <p>La hauteur de stockage des véhicules hors d'usage ne doit pas excéder la hauteur de la clôture.</p> <p>Le nombre de véhicules hors d'usage présent sur l'aire de stockage est limité à 100.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a aucun VHU en attente de dépollution sur le site le jour de la visite. En conséquence, la hauteur de stockage n'a pas pu être vérifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stockage de batteries

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2014, article 8.2.3 & 8.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.2.3</u></p> <p>Le stockage des batteries usagées ne doit pas dépasser en toute circonstance 50 tonnes.</p> <p>La quantité annuelle de batteries usagées transitant par l'établissement est limitée à 2 000 tonnes.</p> <p><u>Article 8.2.4</u></p> <p>Le stockage des batteries usagées est effectué dans un local fermé et aéré avec un sol assurant</p>

<p>une bonne étanchéité.</p> <p>Les batteries usagées sont entreposées dans des contenants étanches de façon à éviter l'écoulement des liquides qu'elles contiennent.</p> <p>Le stockage en vrac est interdit.</p> <p>Tout stockage de matériaux combustibles (pneus, cartons ou autres DIB) est interdit dans le bâtiment de stockage des batteries.</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité de batteries usagées présentes sur le site est de 23 tonnes stockées dans 21 écobox plastique, rigides et étanches.</p> <p>Selon la déclaration GERE 2025, 280 tonnes de batteries usagées (accumulateurs au plomb - 16 06 01*) ont transité sur le site avant d'être expédiées vers l'Espagne sous le code traitement R4 (recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques).</p> <p>Le local de stockage des batteries usagées est conforme aux prescriptions de l'article 8.2.4.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits de traitement préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée en produits de traitement absorbant.</p> <p>Ils sont notamment stockés et accessibles au personnel dans le bâtiment abritant le broyeur de filtres à huile et dans le local dépollution des VHU.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2010, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an</p>

<p>par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 9 avril 2026 par le bureau de contrôles APAVE.</p> <p>Ce rapport fait état de quatre observations dont les défauts nécessitent réparation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant adresse à l'Inspection le justificatif des réparations effectuées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Entretien des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) [...]</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements ont été vérifiés le 13 avril 2026 par la société Eurofeu. Tous les équipements sont fonctionnels, un extincteur a été remplacé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Entreposage des pneus

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p> <p>[...]</p>

Constats :
La quantité de pneus présente sur l'installation est de 10 à 15 m ³ stockés dans une benne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BRIANE jean, qui exploite une installation implantée Chemin du Pré de Bouques à LEDERGUES (12170), est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 - Rétention des pollutions accidentelles <p>[...]</p> <p>Le délai pour respecter cette mise en demeure est de deux mois (2) à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 25 - Rétention des pollutions accidentelles</u></p> <p>[...]</p> <p><i>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</i></p> <p><i>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</i></p> <p>[...]</p> <p>AP de prolongation de mise en demeure du 24 décembre 2025</p> <p><u>Article 1^{er} -Prolongation de mise en demeure</u></p> <p>Le délai de l'article 1 de l'arrêté du 9 avril 2025 mettant en demeure la société BRIANE jean, qui exploite une installation implantéeChemin du Pré de Bouques à LEDERGUES (12170) de respecter les prescriptions de l'article 25 - Rétention des pollutions accidentelles, de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, est prolongé jusqu'au 31 mars 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un bassin de rétention des eaux d'extinction d'un volume de 141 m³.</p> <p>Le réseau est équipé de vannes de cloisonnement manuelles à actionner en cas d'incendie, isolant ainsi le réseau EP du site du milieu naturel. La clé des vannes est accessible au personnel bien que la signalétique soit absente et qu'elle ne dispose d'aucun support fixe.</p> <p>Une procédure spécifique a été actualisée et est affichée sur le site.</p>

La mise en demeure objet du présent article peut être levée, un arrêté préfectoral d'abrogation est proposé à la madame la préfète de l'Aveyron.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adresse à l'Inspection les altitudes des fils d'eau des différents regards de l'installation, de la vanne de cloisonnement principale à l'ouvrage du bassin de rétention, afin de s'assurer que les pentes des fils d'eau sont respectées.

L'exploitant met en place sans délai la signalétique et le support fixe de la clé des vannes.

Type de suites proposées : Sans suite